

Daniel Bensaïd

Les responsables juifs sont des pompiers pyromanes

Marianne : «*Les militants de l'antimondialisation doivent d'urgence balayer devant leurs portes et se surveiller eux-mêmes, car ce qui menace leur légitime et respectable combat, c'est à la fois une tentation américanophobe et une dérive judéophobe, lesquelles risqueraient d'ouvrir une voie royale à l'illusion islamiste.* »
Que pensez-vous de ce jugement de Pierre-André Taguieff, tiré de son dernier ouvrage, La Nouvelle Judéophobie ?

Daniel Bensaïd : Il va plus loin encore, écrivant : «*L'antisémitisme criminalisant et l'anti-américanisme diabolisant sont au néocommunisme et au néogauchisme ce que l'antisémitisme rédempteur fut au nazisme.* »

On est plus proche d'une rhétorique déli-rante que d'une discussion raisonnable. Américanophobie ? Je n'ai personnellement jamais considéré l'Amérique comme un tout. Pour l'internationaliste que je suis, il y a toujours eu « leur Amérique et la nôtre ». La nôtre, c'est celle des martyrs de Chicago, des victimes du maccarthysme, des manifestants de Seattle, du free-jazz et du Black Power. C'est d'ailleurs pourquoi je combats l'impérialisme (qui est une catégorie politique non exclusivement américaine) et non pas l'Amérique.

Quant à la judéophobie, dès lors que les porte-parole des institutions, communautaires prétendent parler au nom des juifs en général, se comportent en gardes frontières de l'État d'Israël et transforment les synagogues en annexes de l'ambassade, on peut craindre

en effet qu'ils contribuent à transformer en judéophobie raciale la lutte politique contre l'occupation israélienne des territoires palestiniens : à force d'identifier judaïsme et sionisme, ces pompiers pyromanes finiront par être pris au mot.

Marianne : *Pensez-vous que les responsables politiques ont manqué de vigilance face au regain d'antisémitisme en France ?*

Daniel Bensaïd : Il faut toujours être vigilant face aux possibles résurgences antisémites. Il y a sans doute des actes antisémites et, dans le contexte international, il risque d'y en avoir davantage. Cela dit, la France ne vit pas à l'heure des pogroms, contrairement à ce que suggèrent certaines pages de Taguieff. Si l'on tenait une comptabilité symétrique des insultes anti-Arabs ou des violences dont sont victimes des jeunes Beurs, on pourrait aussi bien donner l'impression d'une déferlante raciste. On ne peut pas exclure que l'effet médiatique grossissant contribue à entretenir chez les juifs de France une angoisse existentielle propice à leur identification avec l'État d'Israël présenté comme un État-refuge alors que, s'il y a un endroit du monde où les juifs ne sont pas en sécurité, c'est bien Israël.

D'après certaines données, d'ailleurs contestées, l'augmentation d'actes antisémites serait chronologiquement corrélée à la nouvelle intifada et à l'arrivée au pouvoir de Sharon. Mais Taguieff n'en tire aucune conclusion. Or, de quoi faut-il s'inquiéter davantage ? Les hommes politiques ne manquent aucune occasion de répondre à une invitation du Crif [Conseil représentatif des institutions juives de France] et à afficher leur solidarité avec la communauté juive. Ils sont beaucoup moins empres-

sés à exiger le retrait israélien des territoires occupés et le démantèlement des colonies qui correspondraient tout simplement à l'application des résolutions de l'Onu.

Marianne : *Lors de la conférence de Durban, en septembre dernier, s'est exprimé un honteux amalgame. Comment réagissez-vous à l'accusation de racisme visant cette entité nouvelle « juifs-sionistes-Israéliens » ?*

Daniel Bensaïd : Il s'est tenu à Durban, autour de la conférence, des propos effectivement antisémites et inacceptables. Ils doivent être condamnés. Mais cela n'élimine pas pour autant la question légitime quant au caractère raciste de la politique israélienne. La question de fond est de savoir si Israël est un État laïc et démocratique (au risque que les juifs s'y retrouvent un jour en minorité démographique) ou un « État juif » embarqué dans une logique sans fin de purification. Car qu'est-ce qu'un État juif ? Un État ethnique ? Un État religieux ? Un État ethno-théocratique ? Imagine-t-on ce que diraient des républicains comme Taguieff si la France se définissait comme un État aryen ou chrétien ? Et si la charte de l'OLP avait revendiqué une Palestine islamique au lieu d'une Palestine « laïque et démocratique » ! Ce n'est pas une question terminologique : elle se concrétise dans la loi du retour pour les juifs (qui signifie, de fait, l'application du droit du sang) au nom d'une légitimité théologique et le refus du droit au retour pour les Palestiniens chassés de leur terre et parqués dans des camps de réfugiés depuis un demi-siècle.

Propos recueillis par Philippe Petit
Marianne du 28 janvier au 3 février 2002